

« Le Bassin Pacifique centre du nouvel ordre mondial »

de Jean-Louis GUIBERT et Daniel HABE

Ce livre fait suite à un ouvrage paru en 1983, réédité en 1986 et intitulé « Le Pacifique, nouveau centre du monde » ; il avait été écrit par quatre auditeurs de l'IHEDN, MM. Daniel COULMY, Jean-Pierre GOMANE, Jean-Louis GUIBERT et Georges ORDONNAUD, fondateurs de l'Institut du Pacifique.

Trente deux après, deux membres de cet Institut, Jean-Louis GUIBERT et Daniel HABER, ont entrepris de reprendre le thème du premier ouvrage en le mettant à jour, pour rendre compte, notamment, de la montée en puissance de la Chine, succédant au rang de deuxième économie mondiale au Japon.

C'est cet ouvrage, publié en mars 2018, qui est présenté aujourd'hui aux membres de l'Institut du Pacifique qu'il intéresse, tout particulièrement, comme son prédécesseur.

Cette présentation, qui reprend l'esprit du livre, sans en suivre nécessairement la présentation générale, se fera, pour ce qui est du premier auteur à intervenir, en 3 parties intitulées respectivement :

Un regard nouveau sur le monde

Marchands et soldats : l'essor de la région Pacifique

Vieux Empires et jeune Empire : le retour du politique.

\*

C'est à un regard nouveau sur le monde qu'invite en tout premier lieu l'ouvrage, comme l'indiquent d'ailleurs ses éditions successives.

En effet, ses auteurs sont partis de la constatation que l'Histoire du monde pouvait être présentée à partir du développement et de la prédominance, à une époque donnée et pour une certaine durée, de grands ensembles maritimes qui ont donné lieu à l'apparition de grandes civilisations qui ont rayonné sur leur région et sur leurs parties continentales.

Contrairement à ce qu'on pourrait penser, en effet, la mer rapproche les hommes plus qu'elle ne les sépare, pour la bonne raison qu'elle est le moyen le plus commode de circuler, sans avoir à construire et entretenir des voies de communication terrestres et les ouvrages d'art qui leur permettent de triompher des accidents de terrain ou des fleuves et rivières.

On peut ainsi mettre en relief trois exemples de grands ensembles maritimes :

L'ensemble méditerranéen

L'ensemble baltique

L'ensemble atlantique

L'océan Pacifique forme le quatrième de ces ensembles, qui pourra être mieux compris en utilisant la grille d'analyse mise au point en étudiant les trois autres.

L'ensemble méditerranéen, creuset de toutes les sociétés européennes, est trop connu pour qu'on s'y attarde ; il a fait l'objet d'études magistrales dont celle de Fernand BRAUDEL. Il a vu se succéder les civilisations égyptiennes, phénicienne, grecque, latine ; c'est dans son périmètre qu'on éclosent les grandes religions qui ont rayonné sur le monde entier ; c'est dans cette région – et celle qui est son annexe, la mer Noire – que se sont développées des techniques, des modes d'échange de biens et d'idées et des moyens de transport adaptés pour les véhiculer, de plus en plus loin ; c'est à partir de là que sont partis des navigateurs audacieux pour conquérir des terres nouvelles et y implanter les modes de vie et de pensée développés sur ses rivages, dans un mouvement d'une ampleur jusqu'ici inégalée.

L'ensemble baltique est moins connu en Europe méridionale : il a pourtant eu une grande importance économique et politique du XII<sup>ème</sup> au XVII<sup>ème</sup> siècle. Il a consisté en une union très souple de villes marchandes nordiques regroupées autour de la ville de LUEBECK, qui a donné à l'ensemble son droit particulier et sa langue, le bas-allemand. Le réseau commercial de la Hanse, essentiellement germanique, rayonnait jusqu'en Angleterre et en Flandre à l'Ouest, jusqu'en Russie à l'Est, jusqu'en Norvège au Nord. Cette union de villes (dont beaucoup rhénanes) n'avait d'autre constitution qu'un conseil qui se réunissait à LUEBECK, ce qui ne l'empêchait pas d'exercer des pressions sur les pays qui résistaient à ses volontés, au besoin par des opérations navales et militaires. La Hanse a laissé en Europe du Nord un souvenir très marqué (la ligne aérienne allemande s'appelle encore Lufthansa), surtout comme exemple d'organisation politique décentralisée, fondée essentiellement sur les relations de négoce ; elle a aussi laissé un style architectural particulier, visible dans toutes les villes riveraines de la Baltique et sa langue a remodelé les langues scandinaves qui se trouvent désormais très différentes à l'Est (Danois, Norvégien, Suédois) de leurs cousines de l'Ouest (Féringien, Islandais).

L'ensemble atlantique enfin, est celui dans lequel nous vivons depuis 1492 et la découverte (officielle) de l'Amérique. Les 2 rives de l'Océan ont été rapidement colonisées ou peuplées par des Européens et c'est la symbiose entre les 2 rives septentrionales, surtout la partie Nord de celles-ci qui portent des intérêts économiques communs, mais aussi des valeurs particulières, différentes de celles des autres parties du monde (et que les pays de cet ensemble entendent inculquer à celles-ci). Il suffit de rappeler, au plan politique, que l'ONU est issue de la déclaration de l'Atlantique Nord de

1941 de CHURCHILL et ROOSEVELT et que notre système de défense continue à reposer sur l'Alliance atlantique et sa structure militaire permanente, l'OTAN.

C'est à l'aune de ces exemples d'ensembles maritimes qu'il convient d'apprécier, dans son développement qui s'opère sous nos yeux (surtout depuis la Deuxième Guerre mondiale), l'ensemble Pacifique.

Cette prise en considération requiert des lecteurs un effort intellectuel qui n'est pas évident et qui en a rebuté plus d'un : il s'agit de recadrer l'évolution des pays qui composent cet ensemble – assez bien délimité géographiquement – d'une part dans leurs relations réciproques, d'autre part dans cet ensemble. Ceci n'est pas évident, d'autant que nos cartes géographiques ont une fâcheuse tendance à s'organiser autour de l'Europe et que l'océan Pacifique reste dans, sa représentation matérielle, irrémédiablement coupé en deux par la ligne de changement de date qui court en son milieu ; il est très difficile d'obtenir des administrations (qui se sont organisées dans leur hiérarchie et les compétences de leurs services autour de ce schéma) qu'elles modifient leur point de vue à cet égard, ce qui fait que l'on trouve difficilement un interlocuteur pour prendre en considération dans ses réflexions l'ensemble Pacifique, avec toutes les conséquences qu'on peut tirer de ce recadrage ; du côté des entreprises, l'évolution est largement achevée, tant sont fréquentes et nourries les relations économiques entre les deux rives orientale et occidentale, comme on le verra plus loin.

Pour résumer la description de l'Espace Pacifique ainsi présenté, il faut préciser qu'il se compose, à l'Est, de tous les pays américains riverains, à l'Ouest, de la Russie (trop souvent oubliée) de tous les pays asiatiques (Japon, Corées, Chine, Philippines, Vietnam, Laos, Cambodge) plus les autres pays de l'ASEAN (Malaisie, Indonésie, Brunei, Thaïlande, Birmanie), de l'Australie et de la Nouvelle Zélande ainsi que de tous les Etats insulaires du Pacifique méridional. A cet ensemble, on rattache 2 Etats atlantiques qui ont des liens commerciaux importants (plus de 50 % de leurs échanges extérieurs) avec un ou plusieurs Etats de la Région Pacifique le Brésil et le Venezuela ; le Brésil fait partie, en outre, de l'organisation BRICS.

Il faut, avant de clore cette description, exclure définitivement, de ce point de vue qui est désormais le nôtre, l'expression « Asie Pacifique » qui ne veut rien dire ou qui paraît, dans sa formulation même, exclure du champ d'observation les pays océaniens et les pays riverains d'Amérique du Nord et du Sud. Cette expression a une histoire, qui démontre sa relativité : elle a été inventée par les historiens japonais qui, pour s'exprimer au sujet de la Guerre du Pacifique, ont voulu réintégrer dans cette guerre les opérations terrestres des forces impériales ; la formule a ensuite été reprise sans broncher par les historiens américains puis par les journalistes du monde entier, sans réfléchir à son caractère incomplet et, finalement, trompeur.

\*

L'histoire du Pacifique dans son ensemble est marquée par l'arrivée à partir du XV<sup>ème</sup> siècle, par l'Ouest et par l'Est, des Européens, Portugais et Espagnols d'abord, suivis par les Anglais, les Français, les Hollandais, les Russes, les Américains, enfin.

L'essor des populations ibériques hors de leurs frontières est la conséquence, d'une part de la Reconquista menée pendant tout le Moyen-âge pour chasser les envahisseurs musulmans (berbères et arabes), d'autre part de la coupure opérée par les Turcs au Moyen Orient des routes commerciales traditionnelles entre l'Orient et l'Occident, routes par lesquelles transitaient notamment les épices en provenance de l'Insulinde, denrées essentielles d'utilisation culinaire mais aussi médical.

Les Portugais arrivent en Inde à la toute fin du XV<sup>ème</sup> siècle (1498), après avoir exploré progressivement les côtes d'Afrique occidentale, puis avoir pénétré en océan Indien en doublant le cap de Bonne Espérance. Les Espagnols arrivent en Amérique en 1492 ; ils s'étendront progressivement sur toute l'Amérique centrale puis l'Amérique du Sud et parviendront ainsi à une nouvelle étendue maritime inconnue, l'océan Pacifique, au delà duquel se trouvent les véritables Indes.

L'arrivée des Européens, techniquement supérieurs par leurs navires (les caravelles), leur art de la navigation et leur armement, débouche sur leur installation durable sur des territoires de plus en plus étendus : les Portugais arrivent ainsi en Chine, à Macao, puis au Japon ; les Espagnols, venus par l'Est, s'installent aux Philippines.

La réaction des Etats ou peuples indigènes est variée, mais ne remet pas en cause cette installation européenne, au moins jusqu'au XX<sup>ème</sup> siècle ; c'est, au contraire, entre les peuples européens que se manifeste la rivalité la plus acharnée, notamment entre les « anciens » – catholiques – et les « nouveaux » – protestants.

Certains Etats d'ancienneté vénérable, comme la Chine et le Japon, résistent à l'avancée européenne, en se fermant sur eux-mêmes et en interdisant tout commerce avec les « barbares » d'Occident : cette fermeture reste efficace jusqu'au XIX<sup>ème</sup> siècle, au cours duquel la pression des Occidentaux se fera encore plus forte pour accéder plus commodément aux richesses de l'intérieur, traditionnellement la soie, la porcelaine et le thé, objet de l'engouement européen depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle.

C'est à partir de 1840, à l'issue des deux « guerres de l'opium » que l'Angleterre, suivie par les autres grands pays occidentaux et les Etats-Unis, arrivent à obtenir de la part de la Chine, dans le cadre de « traités inégaux », un échange de représentations diplomatiques sur pied d'égalité, l'ouverture de grands ports et la liberté du commerce sans passage obligé par des guildes chinoise, un traitement particulier pour leur nationaux les faisant échapper à l'arbitraire des tribunaux locaux, et des implantations territoriales sous forme de colonies (la plus importante étant HONG KONG, colonie britannique).

En 1853, le commodore américain PERRY avait forcé la porte du Japon, mettant fin à sa fermeture délibérée depuis le XVII<sup>ème</sup> siècle.

L'arrivée des Européens provoque dans tous les pays d'Asie et d'Amérique une mutation profonde qui se traduit par l'adoption des comportements occidentaux (notamment dans le domaine spirituel, avec la conversion des autochtones au Christianisme) et de l'organisation économique : les pays concernés par la présence européenne se voient dotés d'infrastructures modernes (ports, routes, chemins de fer) au service de l'exploitation des ressources naturelles, qui resteront jusqu'au XXème siècle, la source de richesse principale des pays dominés.

Une autre conséquence directe de l'arrivée des Européens est le raidissement de l'un des pays « ouverts » au commerce international, le Japon, désireux de garder son indépendance, en dépit de l'imposition qui lui a été faite, après son « ouverture » de traités inégaux.

Le Japon, constatant la colonisation généralisée, de manière plus ou moins manifeste, de tous les pays d'Asie (à la suite des pays d'Amérique) par les pays occidentaux décide, pour rester lui-même, d'adopter les techniques et les méthodes occidentales, pour s'euro-péaniser en surface et prendre ainsi l'ascendant sur ses voisins et rivaux traditionnels.

Le Japon, fort d'une armée et d'une marine à l'occidentale, vient ainsi à bout de la Chine (qui lui cède Taïwan) et annexe un vassal de celle-ci, la Corée, puis conquiert la Mandchourie, qu'il transforme en Etat vassal, le Mandchoukouo, avant d'envahir la Chine elle-même. Le Japon, petit pays insulaire, a en effet besoin, pour soutenir un train de vie à l'euro-péenne et des forces armées efficaces, de trouver ailleurs que sur son sol les ressources naturelles qui lui font défaut ; il doit donc sans cesse s'étendre pour s'en assurer la maîtrise de ces ressources.

Le Japon s'est posé la question, après la Première Guerre mondiale (à laquelle il avait participé aux côtés des Alliés – ce qui lui avait permis de rafler, en récompense de ses bons services, toutes les possessions allemandes en Asie et dans le Pacifique), de l'axe de progression que devait prendre cette quête des matières premières : un axe orienté vers le Nord, en direction de la Sibérie, un axe vers le Sud, en direction du Sud-Est asiatique ?

La réponse à l'option Nord est vite donnée par une défaite retentissante des troupes japonaises face aux troupes soviétiques en 1939.

Reste seule l'option Sud : c'est là qu'interviennent les Etats-Unis, très soucieux de la progression des troupes japonaises en Chine et qui décrètent l'embargo sur le pétrole importé par le Japon en 1940 ; il n'y a plus qu'une solution pour le Japon, aller chercher le pétrole là où il est c'est-à-dire aux Indes Néerlandaises. Profitant de ce que les puissances coloniales européennes sont occupées par les hostilités européennes et ne peuvent pas distraire des troupes en nombre suffisant, le Japon passe aux actes : il attaque les Etats-Unis à Pearl Harbour d'une part, il attaque toutes les possessions coloniales européennes d'autre part.

En prenant successivement le contrôle des colonies européennes, le Japon promet au peuples colonisés d'instaurer avec eux et à leur profit mutuel une « Sphère de Coprosperité » : en fait, la présence japonaise se traduit par une mise en coupe réglée, au bénéfice du seul Japon, des ressources naturelles (pétrole, métaux, caoutchouc, denrées alimentaires) des pays occupés ; mais le Japon y sème les ferments de la lutte pour l'indépendance qui se déclencheront après 1945.

C'est le début de la Guerre du Pacifique que le Japon perdra définitivement à HIROSHIMA et NAGASAKI, après plusieurs années de combat sur des distances maritimes considérables avec un coût humain et des pertes matérielles (notamment à la suite des bombardements sur le territoire national) très élevés.

Après la capitulation japonaise en septembre 1945, la situation dans le Pacifique est la suivante : les Etats-Unis sont désormais prédominants dans cette zone, non seulement au détriment des Japonais mais aussi des Européens, qui vont perdre progressivement toutes leurs colonies.

Le Japon, complètement ruiné après une guerre de trente ans, sur le continent et dans le Pacifique, va renaître de ses cendres en profitant de la Guerre de Corée (1950-1953) au cours de laquelle il devient la base arrière des Etats-Unis, principal acteur de la coalition des Nations-Unies rassemblée pour faire face à l'agression nord-coréenne : les Américains commencent à y investir et à y recréer des industries en mesure de répondre aux besoins de la guerre.

L'intervention onusienne réussit pleinement dans un premier temps ce qui amène les troupes coalisées sur le fleuve Yalu, au nord de la Corée, sur les frontières avec la Chine : celle-ci, se sentant menacée, réplique massivement ce qui ramène les troupes coalisées sur le 38<sup>ème</sup> parallèle, frontière artificielle fixée en 1945 par les Alliés pour délimiter une zone septentrionale, occupée par les Soviétiques, (qui y installent un régime communiste – toujours en fonctions) et une zone méridionale occupée par les Américains (qui y installent un régime autoritaire mais pro-occidental).

Le Japon ressuscité reprend un essor économique entamé au XIX<sup>ème</sup> siècle, fondé désormais sur deux piliers, le « Toyotisme » qui consiste en une organisation particulièrement efficace du travail industriel moyennant une association originale de la main d'œuvre à l'entreprise sous forme d'emploi à vie, les sociétés commerciales à portée internationale (les Sogo Shoshas).

Le Toyotisme et les Sogo Shoshas portent le Japon à un niveau de succès mondial tel qu'ils inquiètent les Etats-Unis, talonnés dans leur suprématie ; ceux-ci imposent au Japon les accords dits « du Plaza » en 1985, par lesquels il accepte de réévaluer sa monnaie et ainsi, de freiner le développement de son commerce extérieur.

Mais le Japon a fait école, notamment dans ses anciennes colonies, Corée et Taïwan, où l'on voit se développer une économie de marché prospère et agressive au plan commercial international. L'exemple sera suivi par d'autres pays en voie de développement, anciennes colonies européennes, regroupées progressivement, en Asie

du Sud-Est dans l'ANASE/ASEAN. C'est ce qu'on appelle « l'envol des oies sauvages », le Japon jouant le rôle d'oiseau de tête.

Ainsi on peut considérer que l'« Ere de Coprosperité » promise par le Japon aux anciennes colonies européennes envahies par lui lors de la Guerre du Pacifique a été réalisée, par des moyens pacifiques, cette fois et sous son inspiration.

Un des traits fondamentaux de cette ère de coprosperité du Bassin Pacifique est la création, à l'initiative toujours du Japon, qui commence à délocaliser certaines de ses industries vers des pays à salaires moins élevés, de chaînes de production transfrontières ; celles-ci permettent de profiter de conditions plus favorables pour faire fabriquer les composants d'un produit final dans plusieurs pays différents pour le faire assembler ailleurs – ce qui suppose un cadencement très strict des différentes productions, lesquelles dépendent étroitement les unes des autres, tout en évitant d'avoir à financer des stocks de pièces et un réseau très efficace de moyens de transport d'un pays à l'autre. C'est l'aurore de la mondialisation économique. Cette mondialisation est d'ailleurs menacée actuellement par la « guerre économique » lancée par les Etats-Unis contre la Chine par le président Trump, guerre économique qui laisse, tant qu'elle se prolonge, les chefs d'entreprises multinationales dans l'incertitude quant au maintien de ces chaînes de production qui ont fait leur succès.

Le Japon, passé au rang de 2<sup>ème</sup> puissance économique mondiale et réputé rival dangereux des pays occidentaux, notamment des Etats-Unis, va être saisi de la folie des grandeurs, à l'étranger en procédant des achats d'entreprises et d'actifs immobiliers déraisonnables, et à domicile, par la spéculation boursière ; il est déjà miné par deux faiblesses fondamentales : une pénurie d'énergie qui le fera se lancer dans un équipement nucléaire massif (avec les inconvénients que l'on sait) et une démographie déclinante ; de ce fait, le Japon, tout en restant la 3<sup>ème</sup> économie mondiale est entré dans une sorte de léthargie dont il n'arrive pas à sortir. Entre temps, un nouveau rival est apparu sur la scène Pacifique – et mondiale : la Chine.

A partir de 1979 en effet, et sous l'impulsion d'un des successeurs de MAO Tsé-toung, DENG Xiaoping, la Chine, à l'issue de plusieurs décennies d'expériences autoritaires malheureuses, dont celle de la « Révolution culturelle », se tourne délibérément vers l'économie de marché (« aux caractéristiques chinoises »), c'est-à-dire que les Chinois sont encouragés à laisser libre cours à leur sens naturel des affaires – à condition qu'ils n'aient aucune revendication politique.

La Chine prend ainsi, à l'instar des autres « oies sauvages », son essor, financée par des capitaux occidentaux pour profiter d'une main d'œuvre bien formée, disciplinée et bon marché, mais aidée puissamment aussi, notamment pour son expansion dans le Pacifique et, de là, dans le monde entier, par une diaspora restée fidèle à la mère patrie en terre d'exil (notamment à HONG KONG).

Visant délibérément, au prix de certains sacrifices imposés à sa population (notamment la politique de l'enfant unique – qui hypothéquera ensuite son avenir démographique),

la croissance annuelle à 2 chiffres, la Chine, non seulement se développe de manière spectaculaire, mais amasse par l'excédent de ses exportations de produits finis sur ses importations de matières premières, des réserves de change considérables, qui vont lui permettre de financer ultérieurement son expansion dans le monde, notamment en Afrique. La Chine est devenue également par ce moyen – paradoxalement – le 1<sup>er</sup> créancier des Etats-Unis, toujours en quête d'emprunts pour financer leur triple déficit structurel (commerce extérieur, flux financiers, budget).

On peut donc considérer, à ce stade, que le Bassin Pacifique a réalisé, par des moyens pacifiques, de manière dynamique et sans intervention étatique une sorte d'équilibre économique entre ses différentes composantes. Cet équilibre est conforté par la mise au point de règles du jeu internationales dont le gardien est le GATT puis son successeur l'OMC.

\*

On assiste néanmoins à une présence permanente du politique même si cette présence ne revêt pas toujours la même importance, du moins dans ses débuts.

La période d'après guerre a en effet été marquée par plusieurs crises majeures, de nature à affecter sérieusement les relations internationales.

La première de ces crises a été la prise du pouvoir en 1949 par les Communistes en Chine : le gouvernement nationaliste du Kuomintang de Tchang Kaichek, soutenu par les Alliés (y compris l'URSS) pendant la Deuxième Guerre mondiale doit se réfugier à Taïwan – qui reste une pomme de discorde, notamment pour ses velléités indépendantistes, entre PEKIN et WASHINGTON. Les Etats-Unis ne reconnaîtront la Chine communiste – après le voyage de Richard NIXON à PEKIN en 1972 – qu'en 1979, tout en gardant des liens étroits avec Taïwan, dont ils continuent à garantir l'autonomie.

La deuxième crise a été la guerre de Corée – déjà évoquée – qui a été à l'origine de la renaissance du Japon et de l'émergence des pays d'Asie à sa suite.

La troisième crise a été celle du Vietnam, où les Etats-Unis ont pris la suite des Français à la suite de leur défaite à DIEN BIEN PHU ; cette crise a eu des répercussions graves aux Etats-Unis même, avec le rejet par une partie importante de la population (notamment étudiante) de l'intervention américaine ; ce rejet s'est finalement traduit par le retrait des troupes américaines (et l'abandon à un sort fatal de leurs alliés sud-vietnamiens) après une visite humiliante du président des Etats-Unis en Chine communiste.

La remontée en puissance de la Chine après son virage économique et surtout la rapidité et l'ampleur de cet essor ont rebattu les cartes dans le Bassin Pacifique où PEKIN est très rapidement apparu comme un rival dangereux pour les Etats-Unis, ressuscitant le péril communiste dans des termes qui rappellent désormais ceux de la Guerre froide.



Les craintes américaines trouvent principalement leur source dans un déséquilibre économique à l'avantage de la Chine : le consommateur américain achète de préférence des produits chinois, moins chers, sans que les exportations américaines puissent compenser ces achats massifs; des industries américaines se sont délocalisées en Chine pour bénéficier de conditions plus favorables, notamment en matière de salaires, ce qui crée du chômage dans certains Etats américains et implique des transferts de technologie obligée ; les Chinois se trouvent de plus en plus en concurrence avec les Américains sur des marchés tiers, notamment en Amérique du Sud et en Afrique ; les Chinois sont aussi accusés, d'une part de s'imposer sur les marchés internationaux par l'intermédiaire de sociétés d'Etat (financées par des subventions pour leur permettre de survivre), d'autre part, de pratiquer la récupération illicite, par pression sur les investisseurs ou autrement, de secrets de fabrication et brevets ; il est reproché enfin aux Chinois de ne pas ouvrir assez le capital de leurs entreprises aux investisseurs étrangers et d'imposer à ceux-ci un partenaire chinois, au moins à égalité du capital.

La plus récente initiative de la Chine pour entretenir en état de marche son énorme machine économique, tant en important les matières premières dont elle a besoin, qu'en exportant les produits qu'elle a fabriqués et – de plus en plus – des services, est le lancement en 2013 des « Nouvelles Routes de la Soie » dont les 5 domaines prioritaires sont : la coordination en matière de politiques, l'interconnexion des infrastructures, la facilitation du commerce, l'intégration financière et la compréhension mutuelle des peuples ; le projet s'appuie sur une Banque Asiatique d'Investissement pour les Infrastructures (BAII) – rivale de la Banque Asiatique de développement (BA, pilotée par les Japonais et à laquelle la plupart des pays (y compris la Corée du Sud) ont adhéré – sauf le Japon et les Etats-Unis, ce qui montre bien sa signification politique.

Tout ceci crée une méfiance et un ressentiment (du genre « Péril jaune ») qui explique la poussée isolationniste qui s'est manifestée par l'élection en 2016 du républicain Donald TRUMP.

Le président démocrate américain précédent, Barack OBAMA avait joué plus finement en décidant délibérément de renoncer aux aventures moyen-orientales américaines pour se consacrer à ce qui lui apparaissait l'essentiel : le Bassin Pacifique. Né et élevé dans cette région dont il appréciait l'importance présente et future, Barack OBAMA avait consacré, au cours de ses deux mandats beaucoup de soin et d'énergie à la réalisation du « Pivot », c'est-à-dire le basculement du maximum possible (60 % pour l'US Navy) vers le Bassin Pacifique, qu'il qualifiait lui-même de « central » dans l'évolution du monde, confirmant ainsi la thèse soutenue depuis sa création par l'Institut du Pacifique.

La reprise en main des organismes à objet économique du Pacifique par les Américains avait commencé sous un autre président, démocrate lui aussi, Bill CLINTON qui, à la réunion de SEATTLE en 1993 avait rallié derrière les Etats-Unis les membres de l'APEC pour obtenir leur soutien dans des négociations du GATT ; c'est à cette même date que le Secrétariat permanent de l'APEC est créé et que ses réunions deviennent des Sommets auxquels participent désormais les chefs d'Etat des entités membres.

L'APEC est pourtant le modèle d'organisation délibérément non politique et à finalité uniquement économique dans le Pacifique.

Créée en 1989 à l'initiative de l'Australie et pour faire pièce à l'essor du Japon, l'APEC (Asia Pacific Economic Cooperation) se veut une association entre économies et non entre Etats (ce qui lui permet d'accueillir HONG KONG et Taïwan) ; elle a notamment pour objet de faciliter les relations commerciales entre ses membres et est parvenue en effet à de nettes améliorations en matière de procédures commerciales ; son projet favori était depuis longtemps, au prix de longues et délicates négociations entre gouvernements intéressés, le TPP (TransPacific Partnership agreement) : on ne peut pas en effet édicter des règles à valeur juridique internationale sans faire, à un moment ou à un autre, intervenir les gouvernements et c'est ce qui s'est passé pour le TPP, qui a eu, dès sa conception, un caractère politique.

On retrouve ainsi un double mouvement qui s'était dessiné depuis le milieu du XIX<sup>ème</sup> siècle : l'assouplissement de la Chine semi-colonisée par les pays occidentaux et la poussée vers l'Ouest des Etats-Unis, acteur de l'ouverture du Japon, après celle de la Chine par les Anglais.

Il est de la nature même des Etats-Unis (les Américains ont théorisé cette croyance avec les termes de « manifest destiny ») de dominer tout l'ouest de leur territoire et, au-delà, tout le Pacifique ; la Guerre du Pacifique a assis leur prédominance dans cet espace maritime et les a confortés dans leur conception de la domination mondiale conformément aux principes énoncés par leur grand géopolitologue, l'amiral MAHAN qui recommandait à une puissance globale de s'assurer la maîtrise des mers, à l'instar de ce qu'avait été l'Empire britannique – relégué depuis à un rang

Entre temps, la Chine, après de multiples péripéties à la suite de l'arrivée au pouvoir des Communistes en 1949, est redevenue une grande puissance économique, ce qui lui a permis de retrouver son rang de puissance centrale en Asie, qu'elle avait perdu depuis la 1<sup>ère</sup> guerre de l'opium (1840-42).

La rivalité entre la Chine (refaisant l'Histoire, interrompue en ce qui la concerne en 1842) et les Etats-Unis répondant à leur « destin manifeste » de s'imposer dans la mer occidentale (où ils font l'Histoire) est inévitable : la seule question est de savoir si elle sera violente ou larvée ; pour le moment, les deux superpuissances s'affrontent sur le terrain économique, où chacun s'efforce – notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle – de surclasser l'autre pour maintenir son avance globale ; il n'est pas certain que l'affrontement dégénère en action armée, sauf accident, et Taïwan peut donner lieu à un tel accident.

En attendant, dans tous les domaines, le monde Pacifique s'organise entre les deux chefs de file et sous leur houlette, avec des retournements éventuels d'allégeance ; les Philippines, par exemple, qui étaient un des plus fermes alliés des Etats-Unis dans le Pacifique (et qui ont un contentieux récurrent avec la Chine sur des îlots de la mer de Chine méridionale) prêtent une oreille de plus en plus attentive aux propositions de la Chine de financer leurs infrastructures (la diaspora chinoise très présente et active dans le pays peut y contribuer) ; à l'inverse, le Vietnam qui a pourtant subi une guerre très

meurtrière de la part des Etats-Unis (qu'ils ont fini par vaincre, ce qui n'est pas un mince motif de fierté) se range désormais à leurs côtés dans l'affrontement avec la Chine (à qui ils disputent aussi des îlots dans le même espace maritime).

Quelques grands ou moyens pays s'efforcent, tout en affichant une préférence pour l'un ou l'autre, de conserver une politique autonome : c'est le cas pour la Corée du Nord (qui veut s'affirmer à la fois vis-à-vis de la Chine, ancien suzerain, et vis-à-vis des Etats-Unis, leader de la coalition des Nations Unies et défenseur d'un certain ordre capitaliste), dont on parle beaucoup actuellement ; c'est le cas de la Corée du Sud dont la principale ambition est de mettre fin à la partition de la péninsule, tout en conservant les acquis d'un essor économique remarquable ; c'est le cas de la Russie qui, depuis la fin de l'URSS, en 1991, a perdu son rôle maritime dominant dans le Pacifique face aux Etats-Unis, mais qui conserve un intérêt particulier pour cet espace, dont elle contrôlait jadis les deux rives, avant la vente de l'Alaska aux Etats-Unis en 1867 et qui essaie de tirer le meilleur parti de l'alliance continentale de fait conclue avec la Chine (désormais beaucoup plus puissante qu'elle) tout en conservant des amitiés avec des adversaires potentiels de cette même Chine (Inde, Vietnam) ; c'est enfin et surtout le cas du Japon, ancien adversaire terrassé des Etats-Unis en 1945, désormais leur plus fidèle allié dans le Pacifique, qui a des contentieux particuliers avec la Chine et veut récupérer les îles Kouriles annexées par les Soviétiques en 1945, mais continue à lorgner sur les matières premières de Sibérie.

\*

L'ouvrage qui vient d'être présenté n'est pas un livre de plus sur la Région Pacifique ou les pays qui la composent, pris un à un.

Il a pour ambition de démontrer, fidèle à l'esprit et aux intentions des fondateurs de l'Institut du Pacifique et du premier livre qu'ils avaient élaboré, l'unité de cette partie du monde et les rapports réciproques qui s'y établissent entre les différents pays concernés.

Dans la lignée de ses prédécesseurs ce livre doit rester le manuel des membres de l'Institut du Pacifique, manuel qu'ils doivent constamment adapter, enrichir et parfaire. Ceux-ci sont donc invités, non seulement à le lire mais aussi, et surtout, à se mettre au travail.